

**La question
des privilèges
de l'appareil
du Parti communiste
de l'URSS
et des soviets :
documents inédits
d'Eugène Preobrajenski
et de Felix Dzerjinski**

Le comité central élu par le IX^e Congrès du Parti communiste russe (29 mars-5 avril 1920) élit trois secrétaires, qui assurent la direction de l'appareil du parti : Nicolas Krestinski, Leonide Serebriakov et Eugène Preobrajenski. Cette nouvelle direction est vite confrontée à un problème qui déchire le parti : celui de l'inégalité et des privilèges dont jouissent de nombreux cadres dirigeants du parti et des soviets, des malversations et des abus de pouvoir dont se rendent coupables nombre d'entre eux.

Dans un pays exsangue et affamé, soumis à partir de janvier 1919 à un blocus total décrété par les gouvernements anglais et français et mis en œuvre aussi par l'Allemagne, ces privilèges d'abord alimentaires sont en partie liés à des nécessités vitales. Ainsi, Lénine, en décembre 1919, par une décision "archi-secrète", a fait attribuer une ration spéciale dite "académique" à 500 savants et spécialistes divers, choisis essentiellement en fonction de leurs compétences (sauf cas d'opposition brutale au régime). Au cours de l'été 1920, cette ration est étendue aux membres du gouvernement, aux responsables et hauts fonctionnaires des quatorze commissariats du peuple, du Conseil supérieur de l'économie nationale, du Conseil central des syndicats, aux membres du comité central des syndicats, à la Direction des statistiques et aux membres de leurs familles (avec un maximum de quatre rations). A la fin de 1921, 8 000 individus, dont la grande majorité n'appartiennent pas au parti, recevront la ration académique spéciale, et 10 000 la ration spéciale dite du Conseil des commissaires du peuple.

L'historien communiste Poukhov, dans un ouvrage sur la révolte de Cronstadt, écrit en 1930 : *"Les dirigeants du parti à Cronstadt, qui étaient permanents des soviets et des syndicats, jouissaient de certains privilèges : ils recevaient des rations spéciales et vivaient dans de meilleures conditions que les militants de base du parti."*

Il ajoute : *"Mais il serait exagéré d'affirmer qu'ils se différencient de la masse en général. L'inégalité matérielle se faisait sentir, mais pas très fort."*

Ce n'est pas toujours vrai. Ainsi, à la mi-juillet, Eugène Preobrajenski rédige un document à ce jour totalement inédit (sauf quatre lignes citées par l'historien russe Pavlioutchenkov) dénonçant un certain nombre de privilèges, de malversations, d'abus, et soumet un certain nombre de propositions au bureau politique, que Lénine fait adopter.

La neuvième conférence nationale du Parti communiste, tenue ce même mois de juillet 1920, aborde cette question. Avec l'accord de Lénine, elle désigne une commission chargée d'enquêter sur ces inégalités et de remettre un projet de décisions. Elle doit étudier, selon un additif secret à la résolution publique, les privilèges des habitants du Kremlin. La commission, formée de trois membres (Ignatov, dirigeant de l'Opposition ouvrière en train de se constituer, et qui dénonce le bureaucratisme de l'appareil du parti et les privilèges dont jouissent nombre de ses membres ; Mouranov, ancien député bolchevique à la Douma ; et Oukhanov, futur président du soviet de Moscou), dispose de pouvoirs exceptionnels d'investigation. En conclusion de ses travaux, elle affirme l'existence de privilèges pour les habitants du Kremlin (dont Lénine, Trotsky, Staline, Kalinine, Rykov, Kamenev et Lounatcharski), qu'elle trouve trop largement logés. Elle suggère ainsi de diviser des pièces en deux, mais établit la relative modestie des privilèges des dirigeants logés au Kremlin. Elle remet son rapport le 2 mars 1921, le lendemain même du déclenchement de l'insurrection de Cronstadt, qui renvoie ce problème au second plan et interdit d'en discuter, l'urgence étant évidemment ailleurs.

En plus de la commission, le 24 février 1921, deux dirigeants communistes de Moscou, Podvoïski et Mekhonochine, dénoncent dans une lettre à Lénine l'attribution anormale de "rations" à des *"cadres soviétiques privilégiés"* et demandent leur suppression ou leur réduction. Ils dénoncent surtout *"l'aristocratie communiste"*, qui s'est installée dans des hôtels particuliers abandonnés par leurs propriétaires et réquisitionnés. *"Ce fait discrédite le pouvoir"*, écrivent-ils, et ils demandent la transformation publique de ces hôtels particuliers en jardins ou en foyers d'enfants...

On peut voir là les prémisses des multiples privilèges que la bureaucratie stalinienne s'attribuera demain. Certaines couches de l'appareil sont déjà corrompues, ceux que Lénine appelle les "sovbourg", ou "bourgeois soviétiques". Ces "sovbourg", ou "aristocrates communistes", se rangeront demain du côté de Staline, qui leur garantira la pérennité de leurs privilèges.

Mais en 1920-1921, la direction du Parti bolchevique dénonce le phénomène et réfléchit sur les moyens de le combattre. Eugène Preobrajenski sera en 1923 l'un des animateurs de l'Opposition de gauche, qui posera en particulier publiquement le problème de la bureaucratie et de la démocratie dans le parti. Il appartiendra à l'Opposition unifiée, qui reprendra le combat contre l'appareil stalinien en prenant appui sur le développement de la révolution en Chine. Il se ralliera à Staline en 1929. Il est mis en cause lors du deuxième procès de Moscou (janvier 1937), mais, sans doute parce qu'il refuse d'"avouer" quoi que ce soit, ne figurera pas parmi les accusés et condamnés à mort du troisième (mars 1938). Il est abattu clandestinement par le NKVD, un jour de 1938.

Eugène Preobrajenski : "Les symptômes de décomposition de notre parti"

DANS toute une série de conférences régionales tenues après le IX^e Congrès du parti (1) (pour certaines avant), s'est déroulée une lutte vive entre ce que l'on appelle la base du parti et ses sommets. Cette lutte s'est souvent entrecroisée avec des conflits nés sur d'autres axes : ainsi, on a vu des affrontements plus ou moins nets entre communistes pro-pay-sans et communistes des villes, entre ouvriers et militants syndicaux, d'un côté, et l'intelligentsia, de l'autre, entre "gens du centre" et camarades locaux, entre communistes civils et militaires, et cela dans les conférences des gouvernements de Samara, de Severodvisnk, d'Oufa, de Riazan, du Don, d'Orenbourg, et en partie dans celles des gouvernements de Iaroslavl, de Toula, de Briansk, de Gorlovka.

Ce conflit prend souvent d'autres formes, comme la démission massive du parti (200 adhérents de Veliki Outioug ont démissionné), le refus de toute une série d'ouvriers communistes de se faire réenregistrer dans le parti (2) (à Samara), l'exigence que des membres de comités régionaux soient réenregistrés (3), etc.

On peut sans doute considérer que cette lutte a pris sa forme la plus aiguë et

la plus dangereuse dans le soulèvement d'une division installée à Bouzoulki, et où la majorité écrasante des dirigeants de l'émeute, qui a entraîné 180 individus, sont des communistes, dont certains (six) sont membres du parti depuis 1917, et même un, l'ouvrier Ossipov, y a adhéré en 1916. De plus, après que les émeutiers eurent pris le contrôle de la ville, une partie des communistes et des ouvriers (principalement les fonctionnaires des soviets) se sont éclipsés, une autre partie, avec les syndicats, sont restés et ont formé un nouveau comité exécutif du soviet (4). Si on laisse de côté les slogans koulaks et antisémites du soulèvement de Sapojkovski, on y trouve les mêmes exigences, qui rassemblent la base du parti dans sa lutte contre ses sommets dans les conférences citées ci-dessus et à l'intérieur de la quasi-totalité des organisations du parti ("à bas les pseudo-com-

Notes de la rédaction :

(1) 29 mars-5 avril 1920.

(2) C'est-à-dire de reprendre leur carte — NDLR.

(3) Cela signifie que des militants mécontents exigent que des cadres soient soumis à une procédure de réenregistrement, qui peut aboutir à refuser de les maintenir dans le parti.

(4) C'est-à-dire qu'ils ont validé le renversement de l'ancien par les insurgés.

munistes embourgeoisés, à bas les généraux profiteurs, à bas les bureaucrates du parti, à bas la caste privilégiée des sommets”). On peut affirmer avec audace que ces derniers slogans rencontrent l’adhésion de la majorité des adhérents de base de notre parti. Et la division de nos rangs sur cette ligne s’aggrave de jour en jour. Parmi les militants communistes des arrondissements, on prononce le mot “du Kremlin” avec hostilité et mépris.

Vu la diminution du danger militaire sur les fronts et plus encore vu la fin de la guerre sur les principaux fronts, les joints qui soudaient tous les rangs soviétiques à l’arrière, l’armée et le parti, se distendent, et il faut s’attendre à une certaine réaction contre la dictature concentrée et contre le déchaînement de l’élément petit-bourgeois. En ce moment, le parti doit être particulièrement fort et soudé. Et c’est alors que le parti découvre tous les éléments d’une dissociation interne, qui, à un moment donné, peut dresser des communistes contre les communistes. C’est pourquoi le comité central doit étudier avec plus de soin l’état d’esprit et se porter à la rencontre du communiste moyen, sur ce en quoi il a raison en tant que communiste et prolétaire.

En déclarant la guerre à l’esprit makhnoviste (5), à l’indiscipline et au décentralisme petit-bourgeois dans nos rangs, nous devons, dans l’intérêt même de cette lutte, avoir une attitude tout à fait différente vis-à-vis de la protestation des communistes de la base contre leur mise à l’écart systématique de toute influence sur les affaires de notre parti, de toute participation réelle à la vie du parti, vis-à-vis de leur protestation contre la goujaterie des ober-commissaires, vis-à-vis de l’insensibilité d’une certaine partie des sommets du parti à l’égard de la situation pénible des masses prolétariennes, dont ils se sont détachés, et enfin vis-à-vis de la protestation contre l’inégalité matérielle outrageusement démesurée dans les rangs des communistes eux-mêmes.

Le comité central doit s’orienter vers le communiste moyen, qui n’a pratiquement pas de droits et seulement des obligations ; il doit s’occuper plus attentivement de l’éducation de ce dernier, le

faire participer effectivement à la vie du parti et réduire à son profit les privilèges des sommets du parti.

Je propose concrètement les mesures suivantes :

1. Rétablir la portée et les droits des assemblées de membres du parti dans toutes les organisations du Parti communiste et contraindre les cadres responsables du parti à examiner en détail toutes les questions soumises à décision dans ces réunions avec tous les membres de l’organisation. Examiner dans ces réunions non seulement les questions locales, mais les questions de politique générale et faire participer tous les militants au cercle des questions décidées par le comité central, et aussi informer le comité central de l’attitude de la majorité des militants à l’égard des décisions qu’il prend.

2. Ouvrir à tous les militants les conférences régionales et aussi les réunions plénières des comités régionaux du parti.

3. Changer le caractère des commissions de révision (6) en leur attribuant le droit de réviser fondamentalement leur travail, mais aussi leur attribuer des droits de tribunaux d’honneur communiste en liaison avec les accusations incessantes d’abus de pouvoir portées dans presque toutes les organisations du parti contre des cadres du parti.

4. Obliger tous les cadres communistes sans exception à avoir une activité de parti régulière, et d’abord dans les tréfonds mêmes du prolétariat, de rendre obligatoire pour tous sans la moindre exception la participation aux samedis communistes (7).

5. Respecter les dispositions des statuts concernant la convocation de conférences nationales du parti et déclarer dans le comité central lui-même la guerre à l’attitude incroyablement méprisante et dédaigneuse à l’égard de ces conférences

(5) Pour les bolcheviks, “l’esprit makhnoviste”, c’est le refus de toute discipline, la liberté de faire n’importe quoi n’importe quand.

(6) Commissions chargées de vérifier régulièrement (et de réviser si nécessaire) la composition des organisations du parti (cellules et organismes dirigeants divers).

(7) Samedis de travail volontaire gratuit pour aider à la reconstruction du pays.

et réunions avec les militants locaux : or, sans convoquer ces militants, il est impossible d'étudier la situation intérieure du parti et du pays, et d'éviter une foule d'erreurs dans la politique du comité central et du gouvernement.

6. Renforcer le secteur des instructeurs volants du comité central et envoyer plus de membres du comité central contrôler le travail local.

7. En ce qui concerne les cadres nationaux, il est indispensable :

a) de les faire inscrire par le comité central sur un registre particulier, leur faire tenir un journal quotidien, avec l'obligation de fournir des renseignements sur le travail effectué par eux chaque jour ;

b) de confier au comité central une étude statistique des conditions matérielles de vie et d'alimentation des communistes de Moscou et des communistes travaillant avec le Kremlin, et réduire ce qui est attribué à ces derniers au bénéfice des premiers ;

c) de retirer toutes les voitures nominatives utilisées habituellement en majorité pour les besoins personnels des camarades et livrer les véhicules superflus au front, au Conseil national de l'économie et au commissariat du peuple à la Poste ;

d) d'obliger chaque commissaire du peuple et chaque membre du collège d'un commissariat du peuple à se rendre sur place au moins deux fois par an ;

e) de changer plus souvent la composition des collèges en y faisant nommer des camarades locaux éminents.

8. Constituer une commission spéciale avec des représentants du comité central pour élaborer rapidement toutes les mesures nécessaires pour combattre la décomposition dans les rangs de notre parti.

E. Preobrajenski

(Source : RGASPI, fonds 17, inventaire 86, dossier 203, feuille 3.)

Président de la Tcheka (commission de lutte contre la contre-révolution et le sabotage), créée en décembre 1917, membre du comité central, Dzerjinski se penche, au cours de l'année 1921, dans un document non daté (postérieur au X^e Congrès de mars 1921 et antérieur à mars 1922, où la Tcheka change de nom), sur le problème de l'inégalité et des privilèges. Pour faire face au mécontentement que le bureaucratisme et les privilèges suscitent dans la classe ouvrière et le parti lui-même, et résoudre le problème ainsi posé, il propose, dans le document entièrement inédit que nous publions ci-après, la création d'une Union d'aide au parti et aux soviets, qui ne verra jamais le jour.

L'important, ici, n'est pas à l'évidence la solution moralisatrice ou utopique que Dzerjinski propose, mais le diagnostic qu'il porte et le fait qu'il juge absolument indispensable de combattre un phénomène auquel la "théorie" du socialisme dans un seul pays stalinien permettra de se développer et de se consolider.

Lorsque l'Opposition de gauche entamera sa lutte contre la bureaucratie, Dzerjinski se rangera aux côtés de Staline. Il mourra d'une crise cardiaque en 1926, après avoir, dans une réunion, prononcé un discours extrêmement violent contre l'Opposition unifiée, qui, avec Zinoviev et Kamenev, reprend et poursuit le combat de l'Opposition de gauche.

Felix Dzerjinski : "Combattre les privilèges et l'inégalité"

L'UNE des causes essentielles de la crise que traversent le parti, la République soviétique dans son ensemble et son avant-garde, la classe ouvrière, est en particulier due au fait que sa meilleure partie est isolée des masses et que sa situation est privilégiée dans la vie quotidienne et dans ses conditions d'existence. Dans le parti, cela s'est manifesté par la protestation de la base contre les sommets, par la constitution de l'Opposition ouvrière, etc. Le mécontentement ne cesse de grandir de plus en plus dans les masses sans parti, le prestige des communistes tombe et le sentiment règne désormais que le pouvoir soviétique n'existe que pour les communistes et ne se soucie que d'eux.

La dernière conférence du parti, le X^e Congrès (1) ont été suffisamment éloquentes à cet égard et ont montré la nécessité de prendre des mesures pratiques pour éliminer ces phénomènes. Le pouvoir soviétique, par des décrets spéciaux,

a annulé tous les privilèges quels qu'ils soient, même pour les cadres (le décret sur les rations alimentaires).

Prenant conscience de la nécessité de mettre en œuvre le plus vite possible les décisions de la conférence du parti et du X^e Congrès, ainsi que les décrets du pouvoir soviétique sur l'application des principes de l'égalitarisme, un groupe de cadres du parti et des soviets considèrent comme leur objectif urgent :

1. Unir la plus grande quantité de membres du parti en leur proposant de s'inscrire à l'Union d'aide au parti et aux soviets, pour former la section la plus unie, la plus avancée et la plus dévouée du parti et des soviets, mettant en œuvre avec fermeté dans la vie le slogan : le moment actuel exige seulement des obligations, sans aucun droit.

2. Afin de réaliser ce but, chaque membre de l'Union s'oblige volontaire-

(1) Tenu en mars 1921 (NDLR).

ment, dans le cours des six mois à venir, à ramener sa vie au niveau de celle d'un prolétaire d'usine moyen travaillant à l'établi, en refusant tous les privilèges que sa fonction lui rend accessibles.

3. En construisant sa vie personnelle de façon communiste : les membres de l'Union s'installent dans des foyers ouvriers, mangent dans les cantines ouvrières communes, installent leurs enfants dans des crèches ouvrières et jardins d'enfants ouvriers, travaillent activement dans les clubs et bibliothèques ouvriers.

4. Vu l'actuelle pauvreté de la République soviétique en objets de consommation courante, les membres de l'Union rendent aux organes de répartition d'Etat les objets de première nécessité qu'ils possèdent en trop : chaussures, vêtements, meubles, etc., en ne gardant pour eux que le strict nécessaire.

5. Dans leur travail à l'usine comme dans les bureaux, les membres de l'Union doivent donner l'exemple de leur position d'avant-garde par des faits concrets, par leur travail réel.

6. A la différence des idéologues bourgeois, les membres de l'Union n'étalent pas leur situation ni leur travail devant personne et gagnent la sympathie des masses exclusivement par leur existence et leur travail.

7. Pour contrôler l'application dans la vie des obligations de l'Union, chaque groupe de 50 membres de cette dernière élit une troïka (2), qui décide de l'exclusion ou de l'adhésion des membres et observe la mise en œuvre effective des obligations.

•

Une feuille à part (sur papier à en-tête de la Tcheka) porte les notes suivantes :

“Tâches de la commune d'assistance.

– *Comportement fondé sur un intérêt complet apporté aux besoins des ouvriers, obtenir une amélioration du niveau de vie.*

– *Toute l'existence doit être dirigée de façon à justifier le grand nom (3), lutter contre le bureaucratisme.*

– *Soutien à chaque travailleur.*

– *Un signe extérieur (comme le signe de la Croix-Rouge).*

– *Doivent se joindre à nous seulement des gens d'un fort caractère.*

– *Un délai de mise à l'épreuve.*

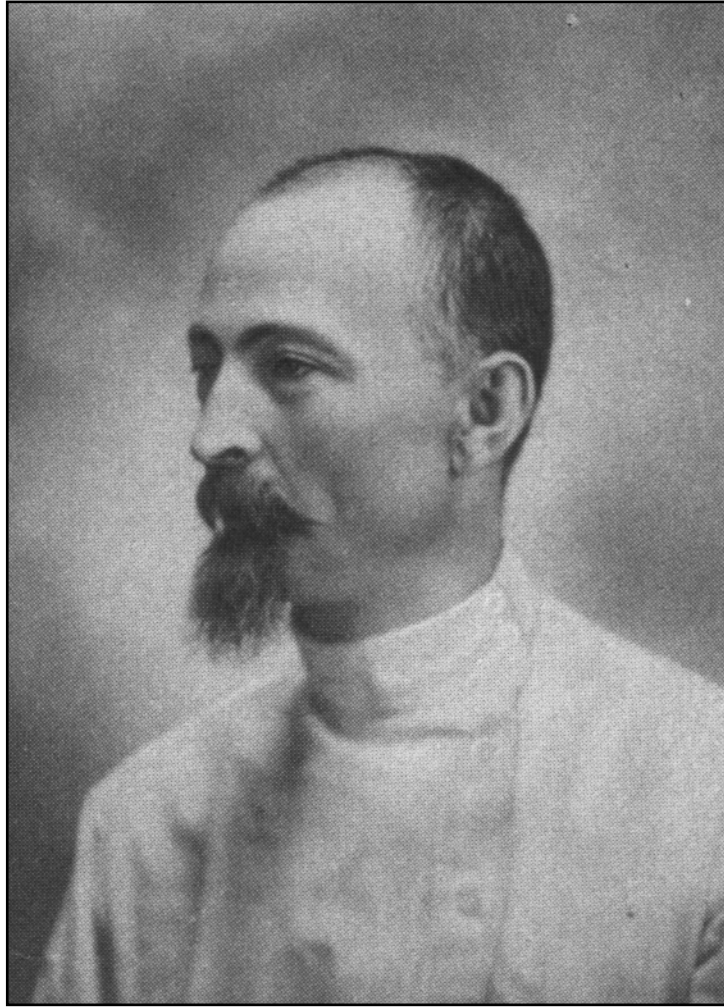
– *Les enfants dans des maisons d'enfants.*

– *Cantines communes.*

– *Ne pas avoir de cuisine chez soi.”*

(2) Groupe de trois personnes (NDLR).

(3) Sous-entendu “de communiste” (NDLR).



Felix Dzerjinski.